



MALI :

NOTE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Renforcer la résilience financière des éleveurs face à la sécheresse

À PROPOS

- Ce rapport fait partie d'un exercice régulier de suivi macroéconomique de la Banque et vise à informer l'opinion et les partenaires techniques et financiers des récents développements économiques dans le pays.
- Le rapport, produit à une fréquence annuelle, décrit et analyse les tendances récentes de l'économie malienne et propose des options politiques pour améliorer les performances socio-économiques du pays.
- Pour chaque édition, le rapport comprend un chapitre macro-pauvreté couvrant l'évolution récente et les perspectives, y compris l'impact des événements récents (sanctions, guerre en Ukraine, prix des premières nécessités, changement climatique) et un second chapitre couvrant un thème spécial pour refléter les priorités et les défis actuels. Le thème choisi pour l'édition 2023 est motivé par le contexte de l'insécurité alimentaire, l'importance du secteur agriculture vivrière.

L'édition du 2023 a été dirigée et coordonnée par Daniel Pajank. Le chapitre 1, couvrant les développements macroéconomiques et de la pauvreté, a été préparé par Xun Yan, Eliakim Kakpo et Yele Maweki Batana, avec des contributions sur les points saillant du Rapport sur le Climat et le Développement (CCDR) pour les pays Sahel fournies par Yue Man Lee et Michael Evers. Le chapitre 2, portant sur le renforcement de la résilience financière face à la sécheresse, a été préparé par John Luke Plevin, Qhelile Ndlovu et Rishi Raithatha, avec les contributions de Thibault Bouessel du Bourg et Felix Lung. Le rapport a été préparé sous la direction générale de Clara Ana De Sousa (Directrice Pays), Theo Thomas (Directeur Sectoriel), Fulbert Tchana Tchana (Coordinateur des Programmes) et Yue Man Lee (Économiste en chef).

PLAN DE PRESENTATION

1

L'ÉCONOMIE ET DE LA PAUVRETÉ : ÉVOLUTION RÉCENTE ET LA PERSPECTIVE

2

RENFORCER LA RÉSISTANCE FINANCIÈRE À LA SÉCHERESSE

3

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES

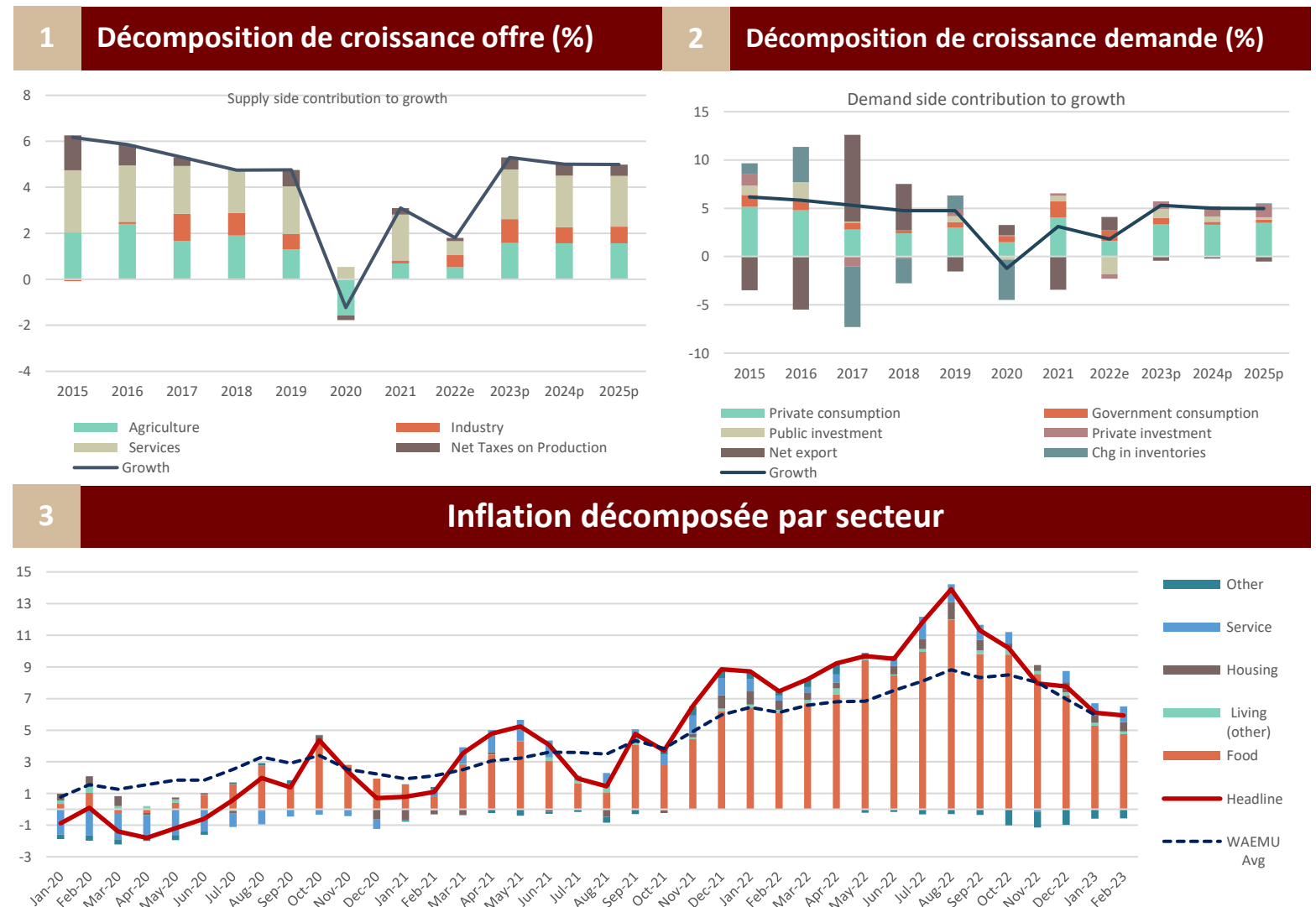




1 ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE ET DE LA PAUVRETÉ

| 1.1 La croissance reste résiliente parmi des multiple crises, entre autre l'inflation alimentaire.

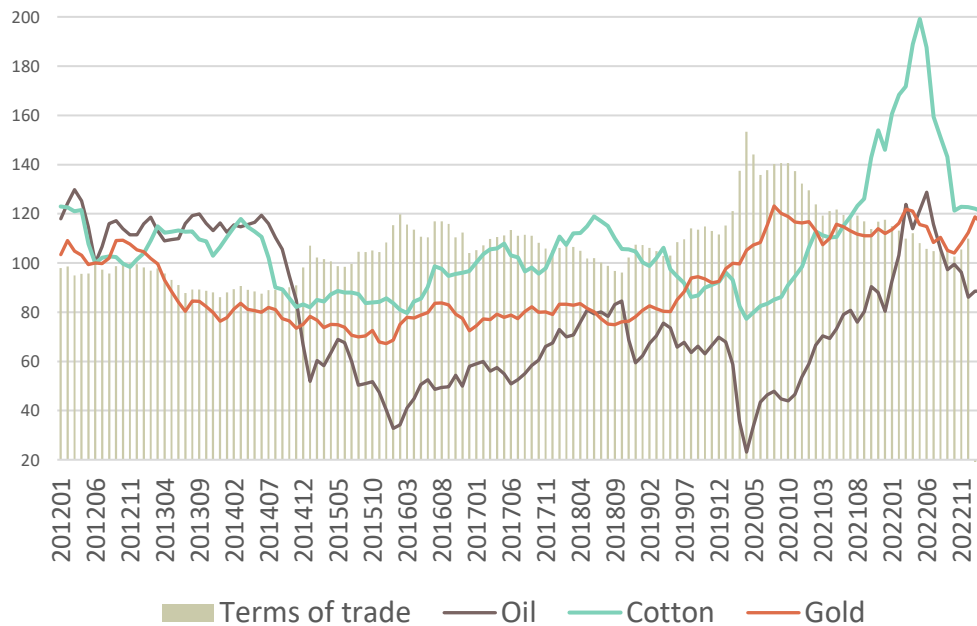
- La croissance économique a été portée par le rebond agricole et la résilience du secteur minier. Exportations nettes et consommation privée du cote de la demande.
- En dépit des sanctions de la CEDEAO et de la guerre en Ukraine, l'économie malienne s'est montrée résiliente avec une croissance du PIB estimée à 2% environ en 2022. L'inflation s'est accélérée en 2022.



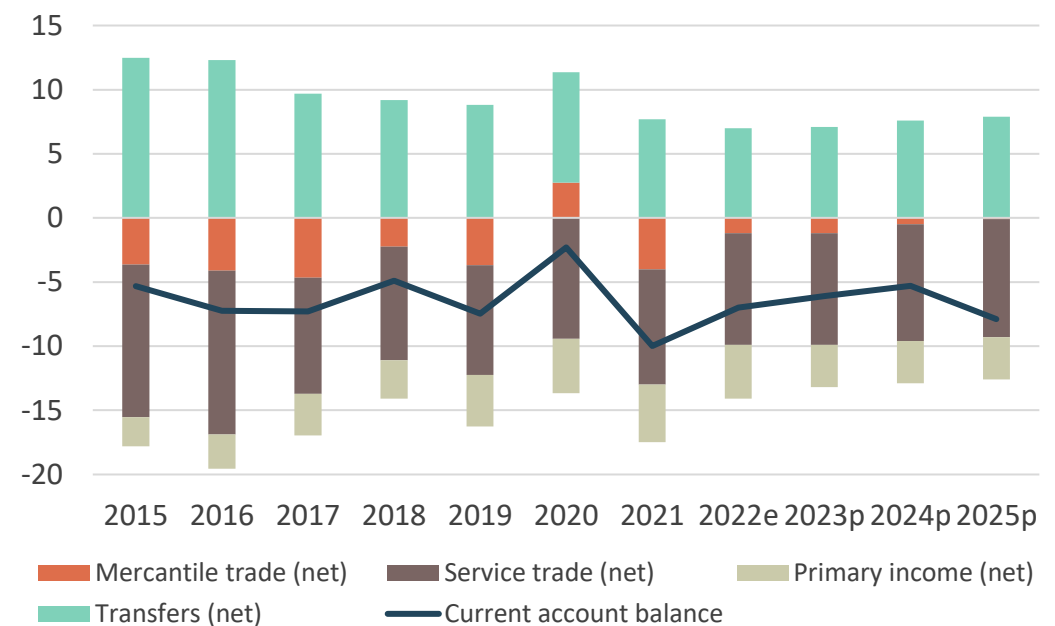
| 1.2 position extérieure légèrement renforcée suite à la baisse d'importation.

- La détérioration des termes de change a été atténuée par une baisse de la demande d'importations en 2022 et le déficit courant s'est contracté à 7 % du PIB.

4 Termes de change et prix des matières (%)



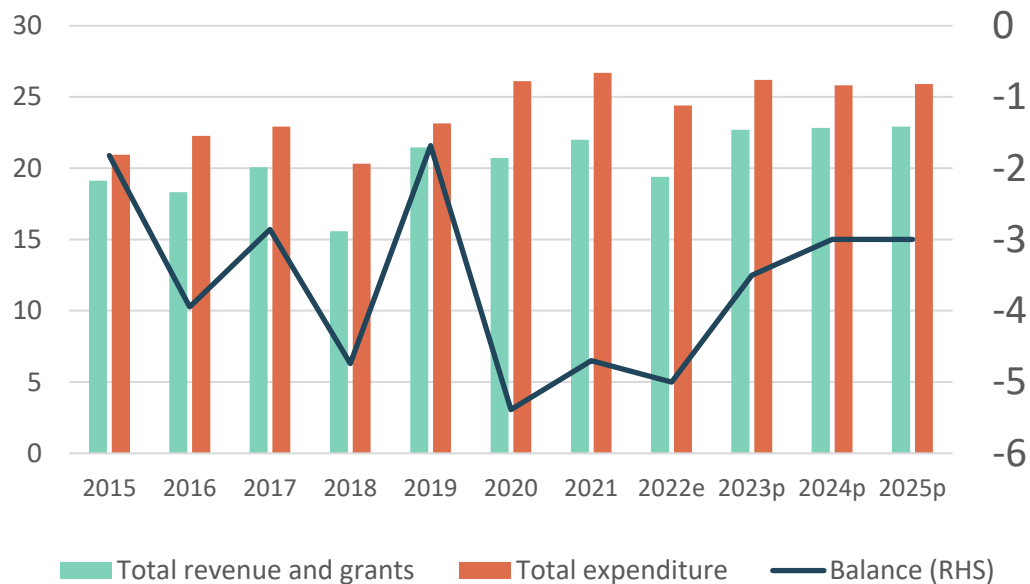
5 Comptes courants en % du PIB



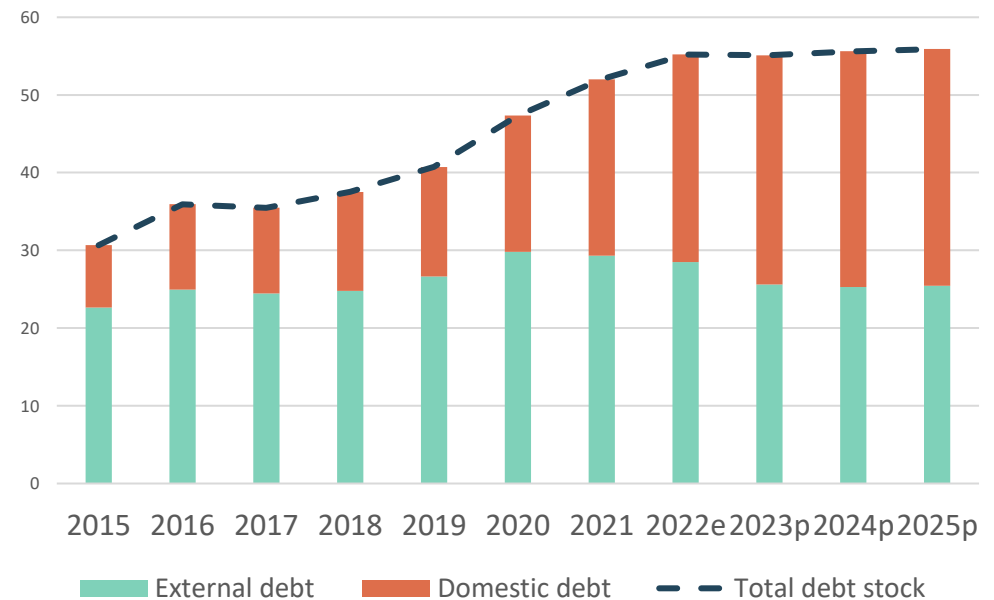
| 1.3 Dépenses publique élevée a poussé à la hausse l'encours de la dette publique...

- Les dépenses publiques étaient élevées en 2022 pour répondre aux besoins socio-économiques et sécuritaires. La dette publique s'est accrue en conséquence mais risque d'endettement modéré.

6 **Deficit fiscal en % PIB**



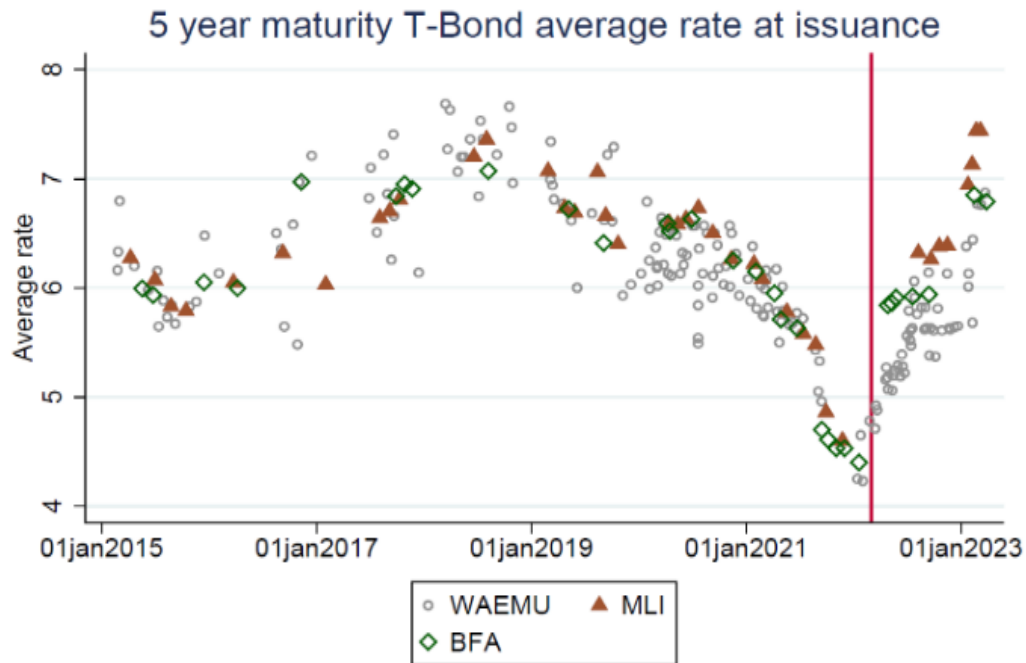
7 **Taux d'endettement en % PIB**



| 1.3 ...à un moment où le financement devient de plus en plus difficile.

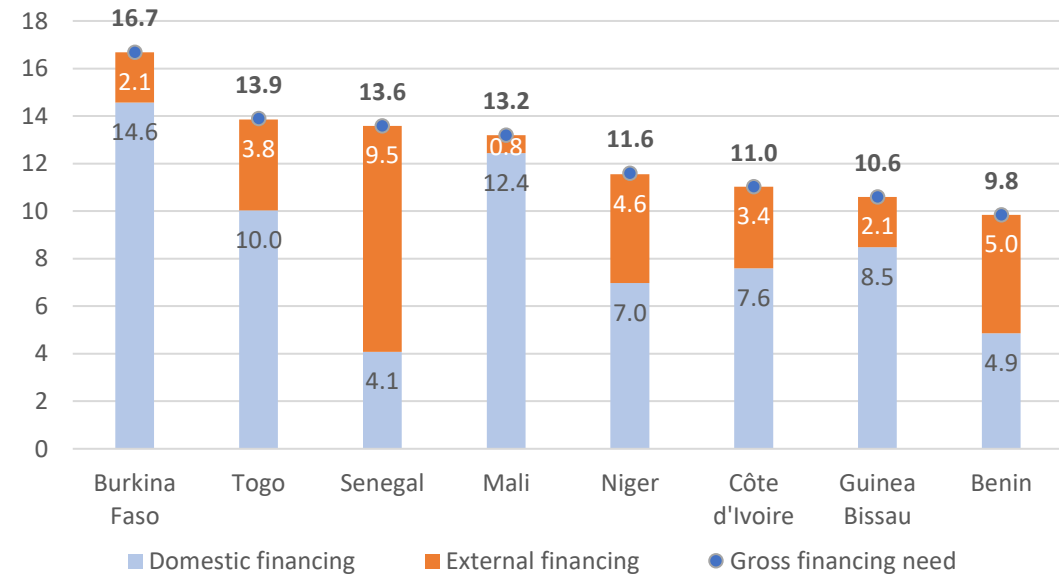
- Pour contenir la crise inflationniste. Normalisation de la politique monétaire devenue moins accommodante. Hausse taux d'intérêt et coût de refinancement de dette publique.

8 Emissions de titres publics UEMOA



Red bar represents March 1, 2022

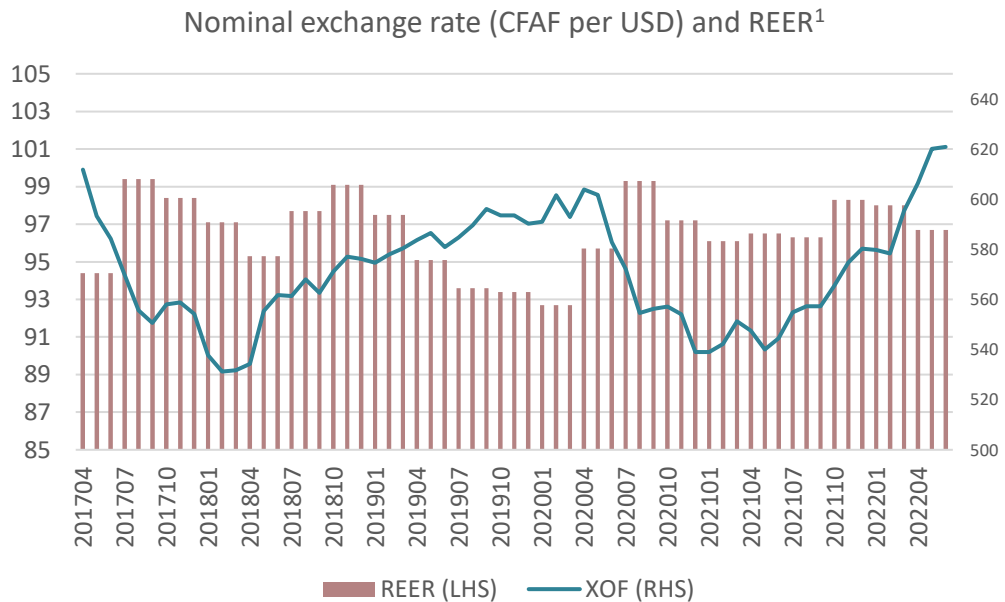
9 Besoins de financement des pays de l'UEMOA



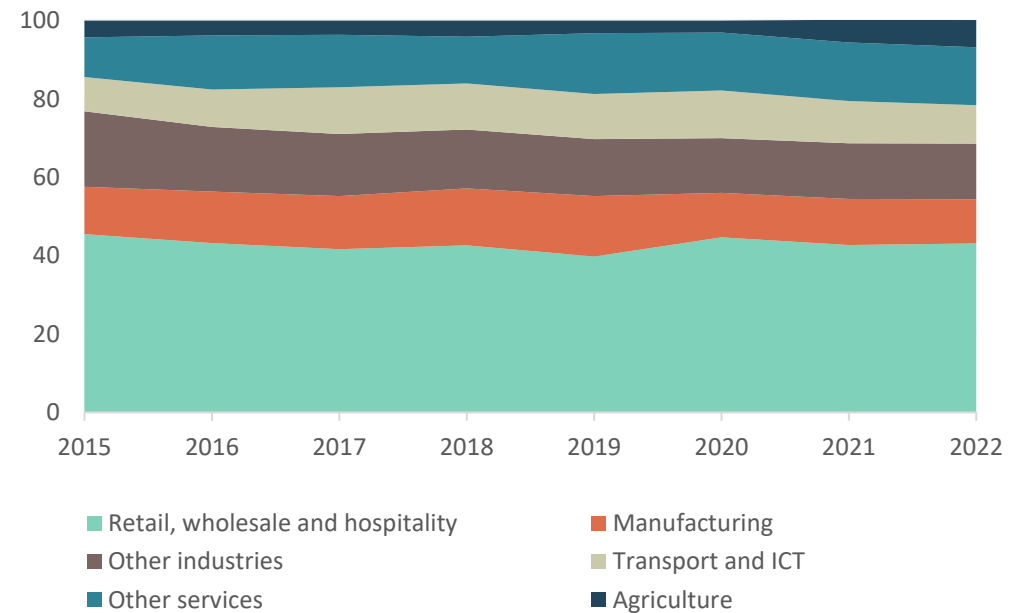
| 1.4 Crédits a l'économie et compétitivité extérieure

- Concentration des crédits a l'économie dans le commerce et transport et amélioration de compétitivité en 2022 en raison hausse du dollar.

10 Taux de change nominal CFAF/dollar

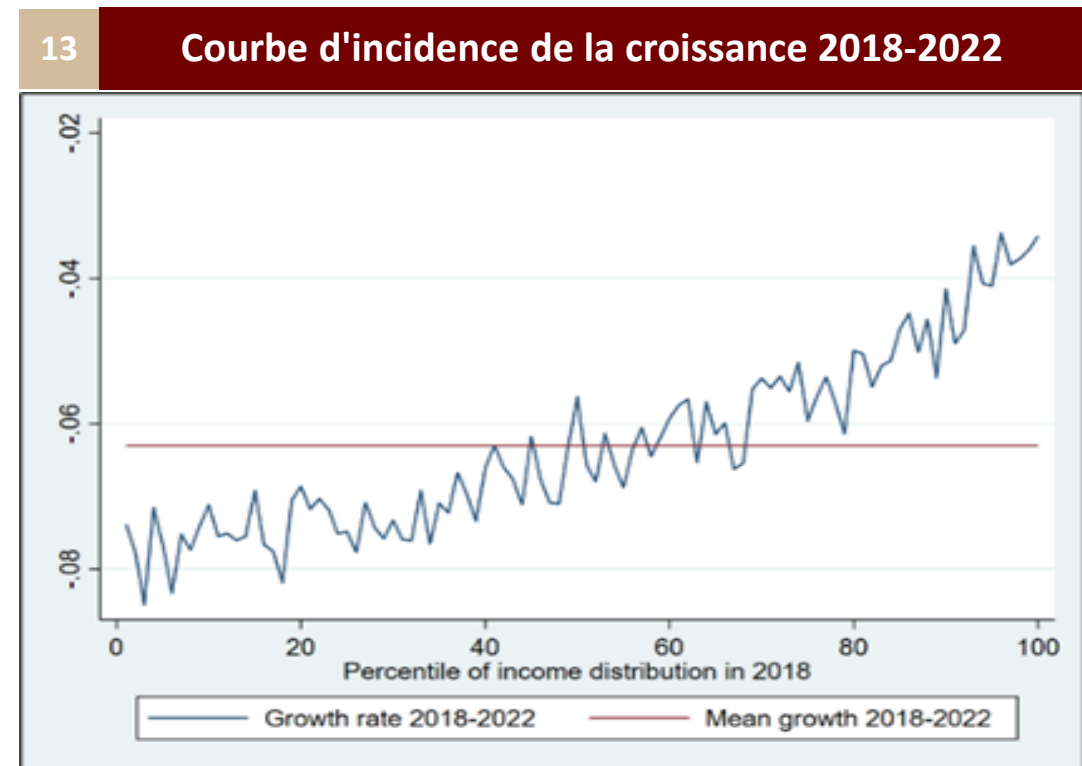
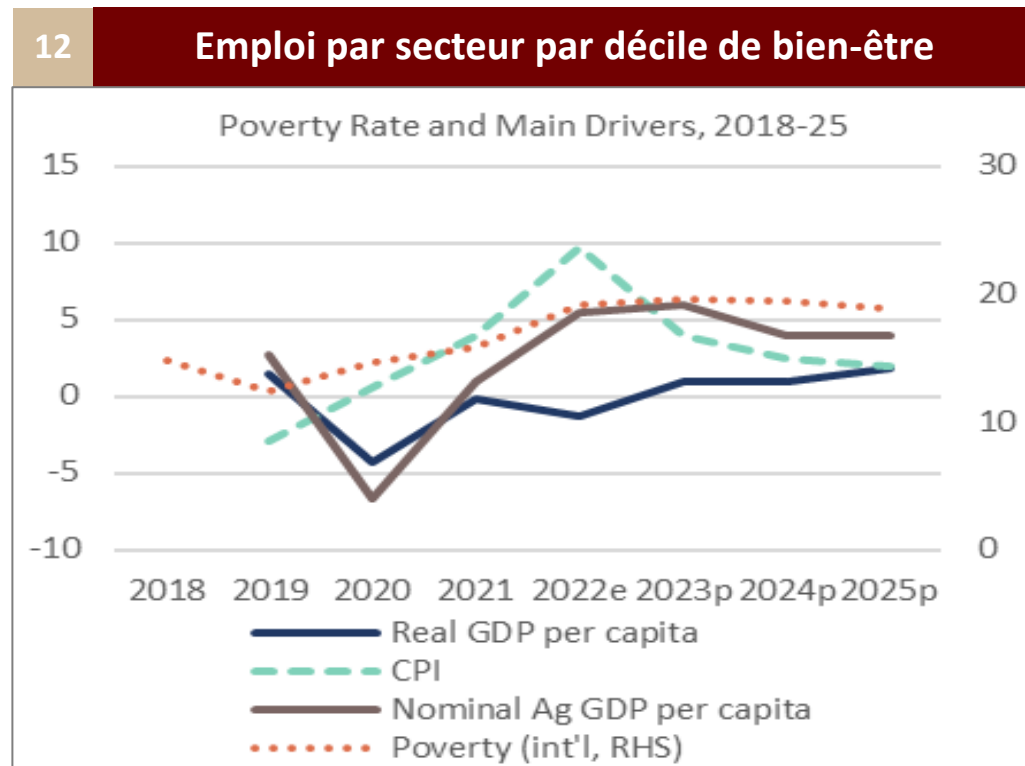


11 Decomposition sectorielle des crédits a l'économie



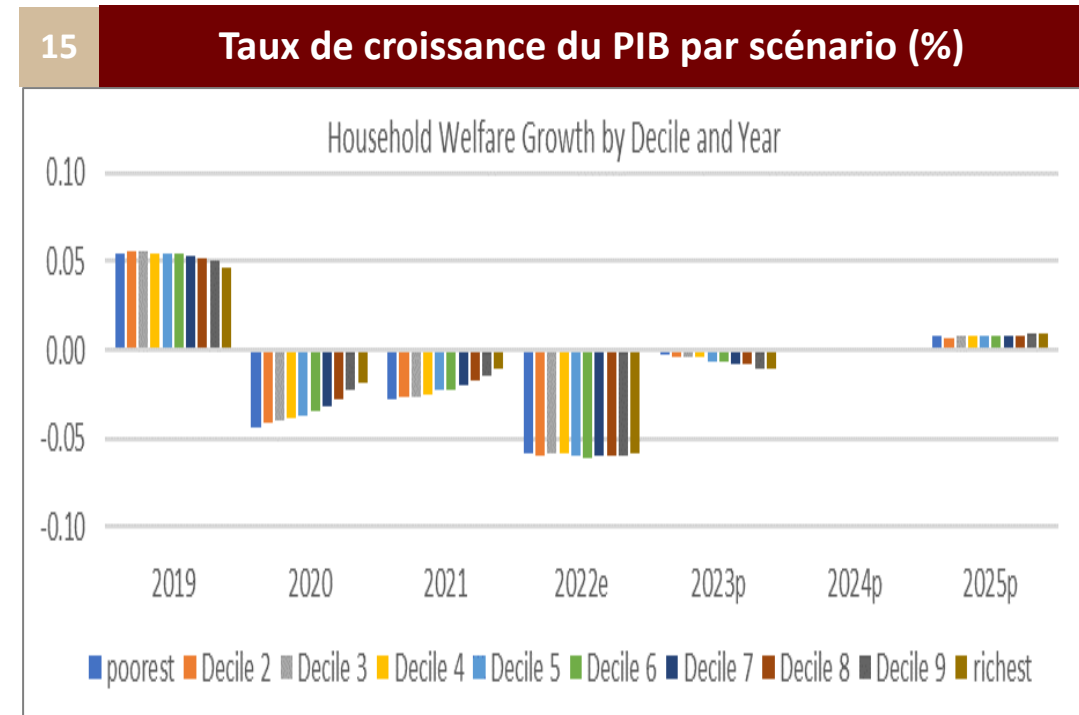
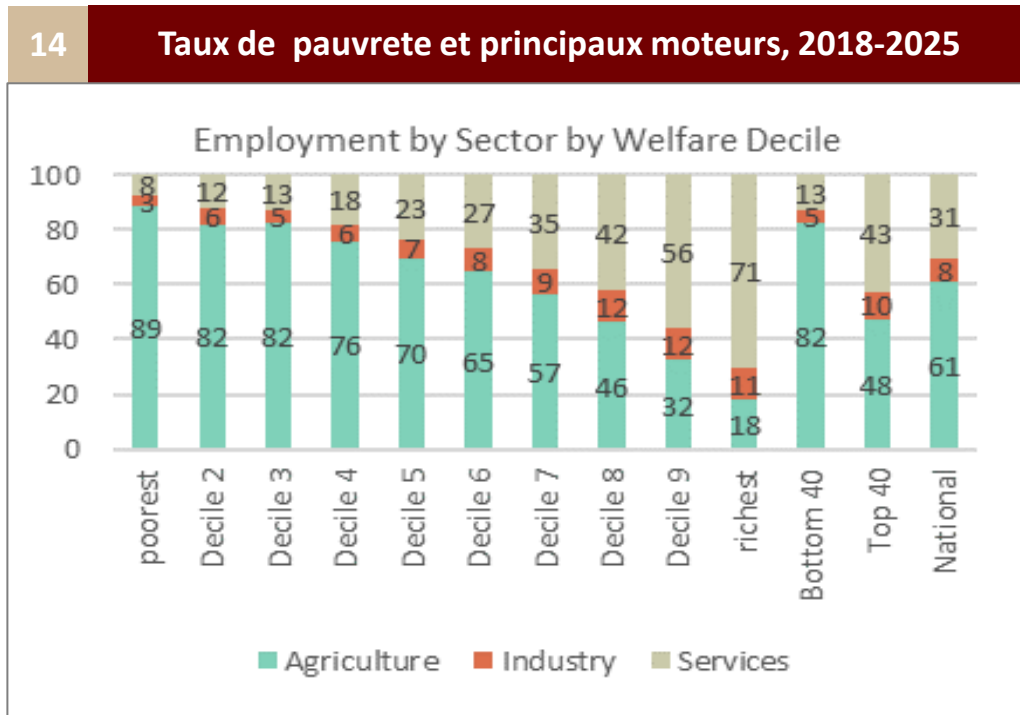
| 1.5 La pauvreté a augmenté en 2022

- L'extreme pauvreté (seuil de 2.15 \$) a augmenté de 3.2 p.p en 2022 due a inflation élevée et baisse du PIB par hbt.
- La croissance du revenu a probablement été négative en moyenne sur 2018-22 pour tous les deciles de menages mais encore plus faible chez les plus pauvres.



| 1.6 La croissance n'est pas suffisamment inclusive, avec la plupart des pauvres travaillant dans le secteur agricole...

- Les populations pauvres concentrees dans le secteur agricole. Malgré rebond agricole en 2022, la pauvreté a augmenté en raison de inflation (~10%). Les ménages les plus pauvres ont connu des baisses de revenus plus fortes.



| 1.7 Perspectives a moyen terme

- L'économie devrait converger progressivement vers son potentiel de croissance en 2025 mais les risques baissiers demeurent en 2023-2024
- Le deficit fiscal devrait progressivement converger vers la norme Communautaire de 3% du PIB.
- Le Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle (DPBEP) prévoit une mobiliser plus de recettes fiscales a partir de Nouvelles mesures (nouveau code des impots, factures normalisees, etc.)
- Le solde du compte courant devrait baisser progressivement sous l'impulsion des exportations.





2

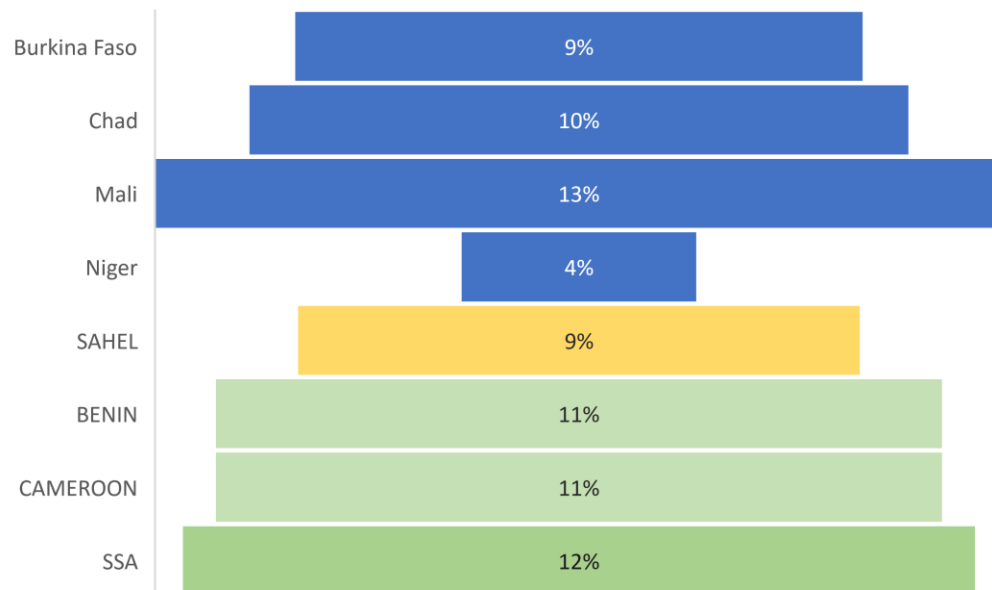
**RENFORCER LA
RÉSILIENCE
FINANCIÈRE CONTRE
LA SÉCHERESSE**

| Peu de personnes au Mali font formellement partie du secteur financier

- Selon l'Indice Findex, seuls 44 % des adultes au Mali détiennent un compte de transactions et 13% ont souscrit a un prêt.
- Les paiements numériques ont augmenté toutefois les services d'assurance occupent une faible part

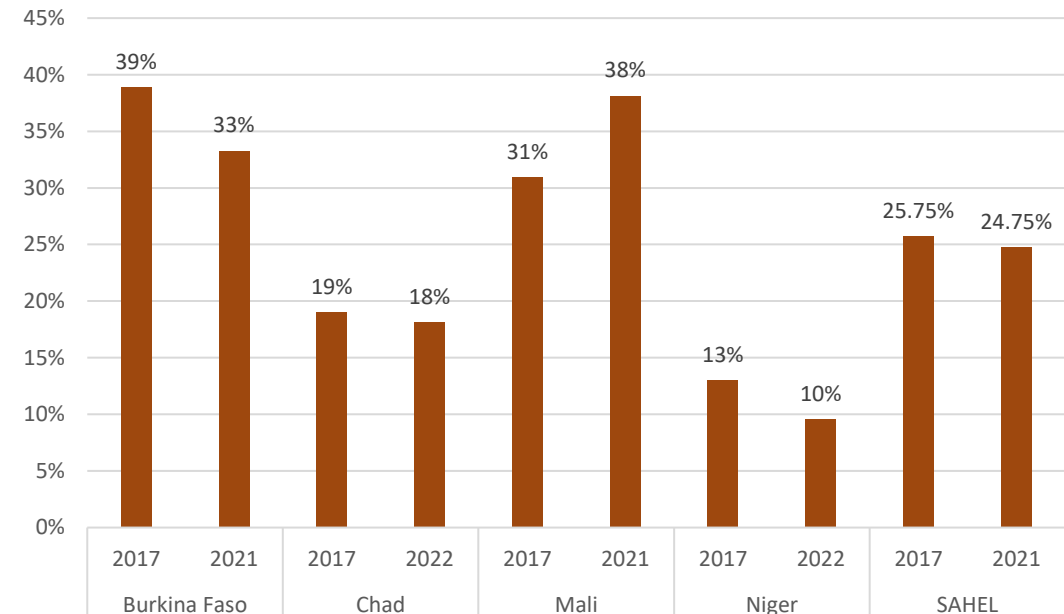
16 Accès aux finance bancaire

Borrowed any money from a formal financial institution or using a mobile money account (% age 15+)



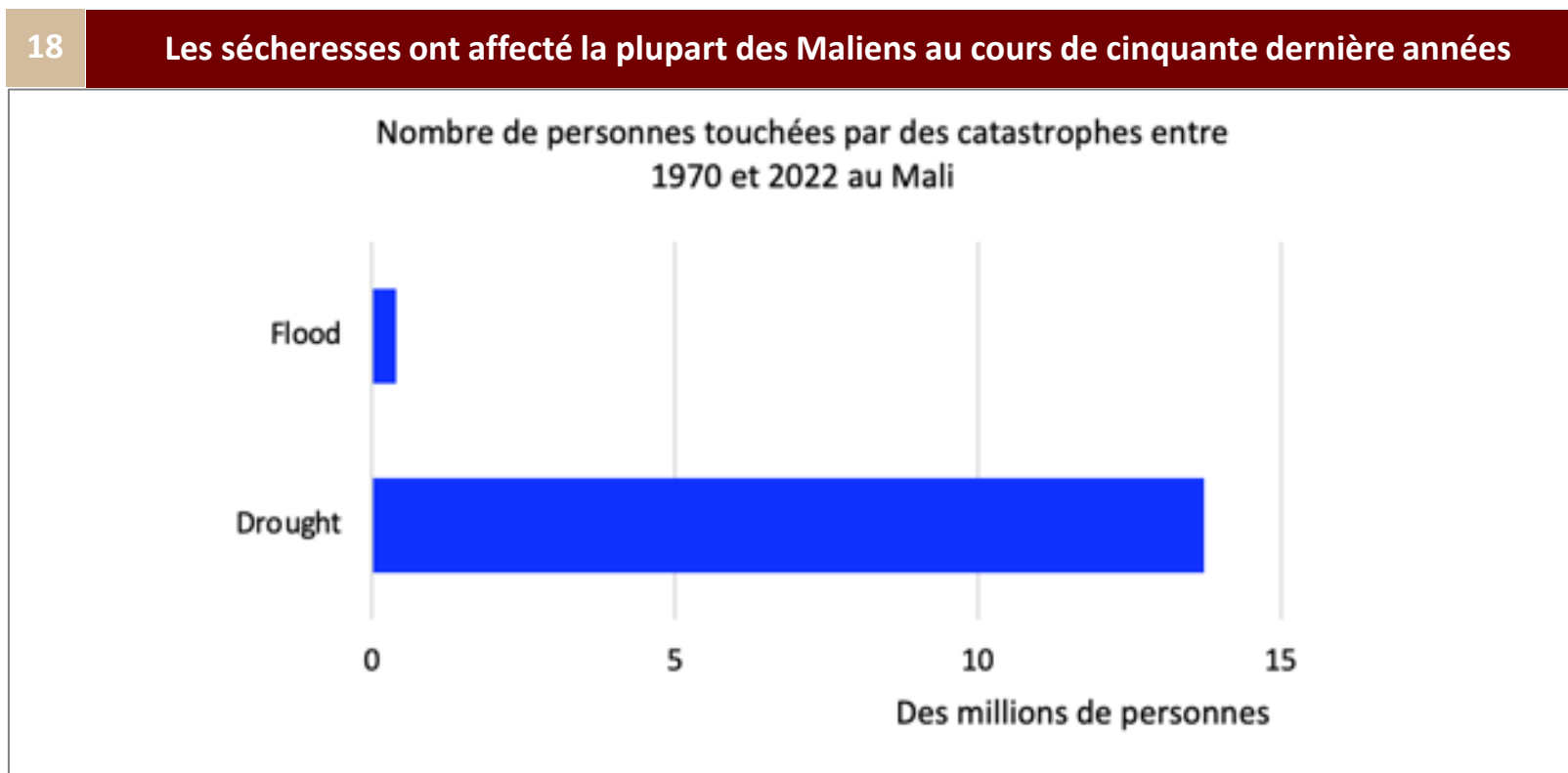
17 Accès aux télépaiement

Made or received a digital payment (% age 15+)



| La protection financière contre la sécheresse est importante pour le Mali

- Entre 1970 et 2020, le Mali a connu 26 inondations et 9 sécheresses. Ce dernier a eu un impact plus négatif, touchant plus de 14 millions de personnes.



Source : Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (2022) Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (2022). EM-DAT : Base de données internationale sur les catastrophes. www.emdat.be.

| La sécheresse affecte le secteur de l'élevage, l'un des plus importants au Mali

Importance du secteur de l'élevage:

Le secteur de l'élevage représente 40 % du PIB du secteur primaire et environ 15 % du PIB national.

Le Mali possède le deuxième plus grand cheptel de la CEDEAO, avec environ 60,1 millions de têtes de bétail en 2019.

Importance aux éleveurs du Mali:

Répartition géographique des éleveurs et agro-éleveurs dans les zones arides et semi-arides du nord et du sud du pays.

Vulnérabilité des éleveurs : surexposition aux catastrophes naturelles, moindre capacité à faire face aux chocs et à se rétablir.

Conséquences des sécheresses:

Réduction du fourrage et de l'eau disponibles, impact sur la productivité du bétail et pertes de revenus et de richesses.

Exemples de crises alimentaires majeures causées par les sécheresses.

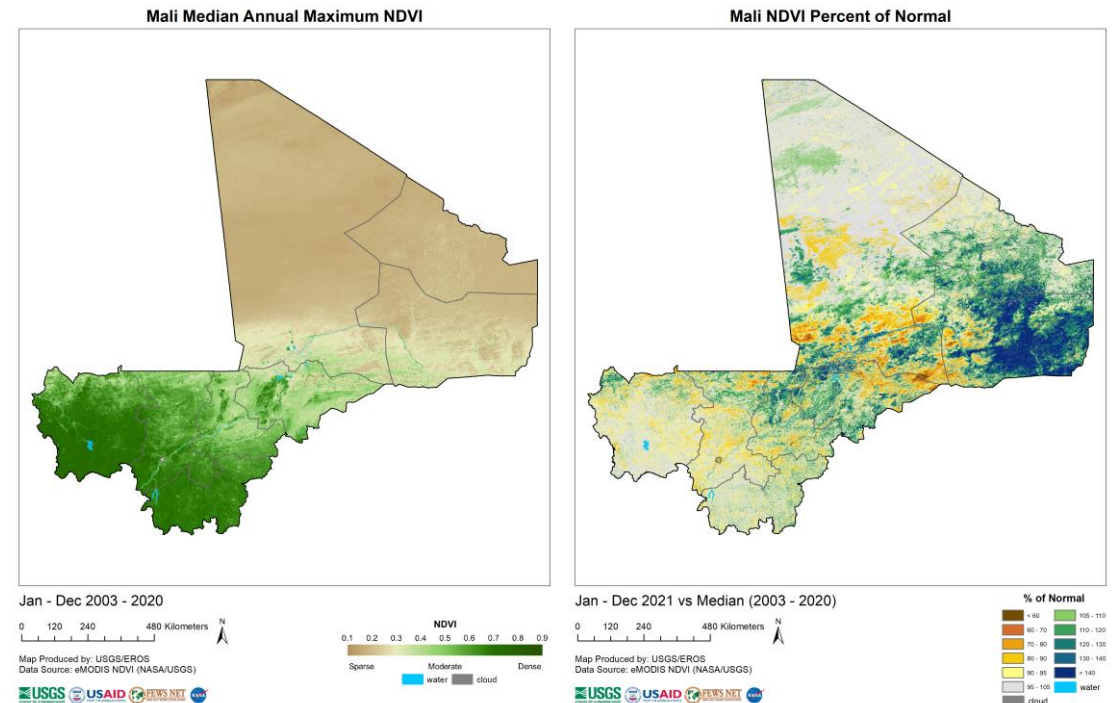
Les solutions de Financement des Risques de Catastrophes peuvent renforcer la résilience financière des éleveurs

- Le Financement des Risques de Catastrophes ou FRC vise à réduire les impacts socio-économiques des chocs naturels (sécheresses, inondations, etc.)
- Pour les Etats, le FRC est un élément clé permettant de renforcer la résilience financière et d'améliorer la planification budgétaire
- Le FRC peut faire appel à des instruments basés sur le marché (assurance, Cat Bond, etc.) ou à des instruments de rétention du risque (fonds contingent, outils budgétaires, etc.)
- Le FRC peut permettre de protéger les Etats, les ménages, les entreprises, ou les agriculteurs



L'Assurance Indicielle pour les Eleveurs Pastoraux (AIEP)

- L'AIEP est un instrument FRC qui utilise des observations satellitaires pour suivre les conditions climatiques ou météorologiques et déclencher des paiements en cas de choc naturel
- Dans le cadre de l'AIEP, l'indice satellitaire utilisé est le NDVI, un indicateur mesurant la qualité de la végétation et permettant de mesurer les niveaux de fourrage
- Les paiements sont versés aux éleveurs si le niveau de fourrage menace la survie du bétail



Indice de végétation par différence normalisée (*Normalized difference vegetation index*)

Les avantages de l'AIEP

Pour les éleveurs

- Prévention de la perte d'actifs productifs et réduction des pertes économiques.
- Accès à une aide financière plus rapide pour protéger le bétail et faciliter une meilleure gestion des troupeaux.
- Réduction des risques, incitant les éleveurs à plus d'investissements productifs.

Pour le secteur privé

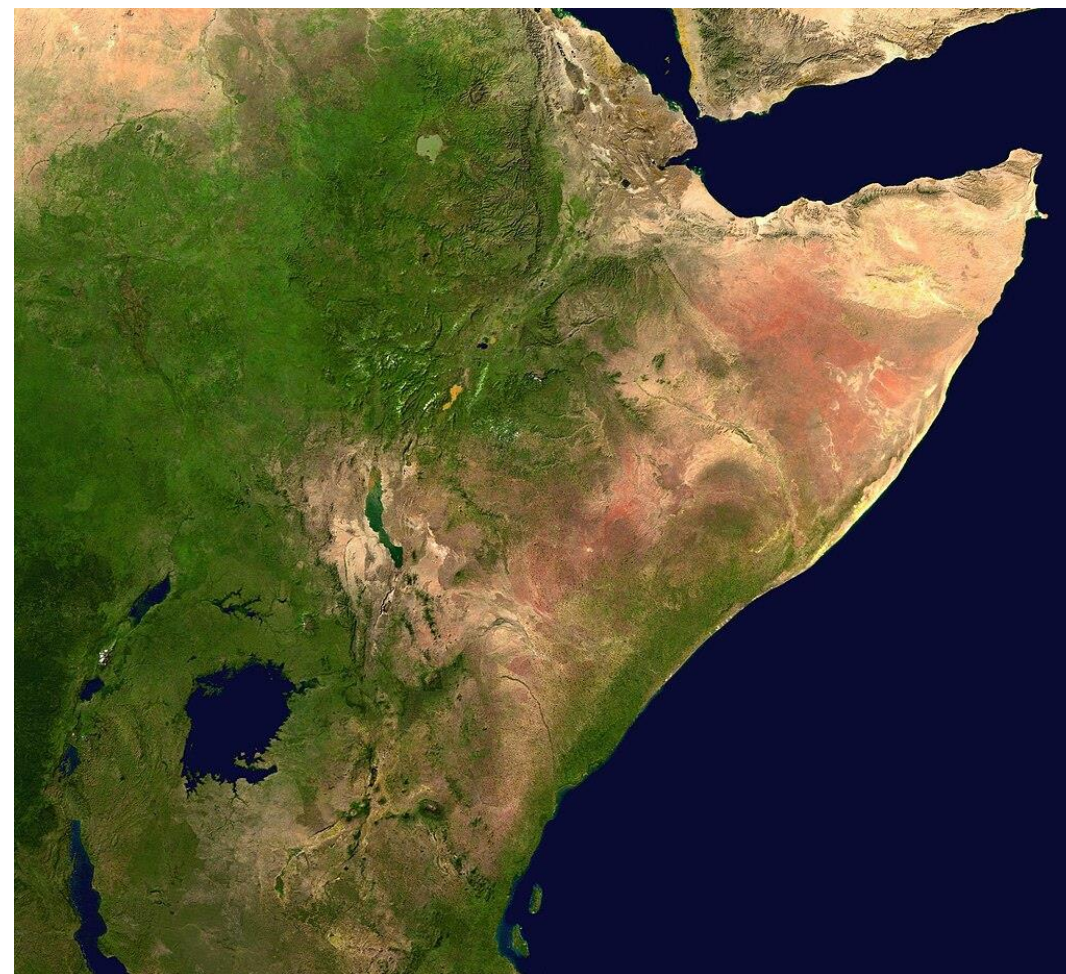
- Amélioration de l'éducation financière et de l'infrastructure financière.
- Préparation à la mise en œuvre de l'AIEP.
- Réduction des risques, facilitant les investissements privés dans les communautés pastorales et dans la chaîne de valeur de l'élevage.

Pour les gouvernements

- Réduction de l'exposition fiscale aux événements de sécheresse grâce à une planification préalable.
- Réponses rapides et financement plus rentable pour atténuer l'impact des sécheresses et réduire le besoin d'aide humanitaire.

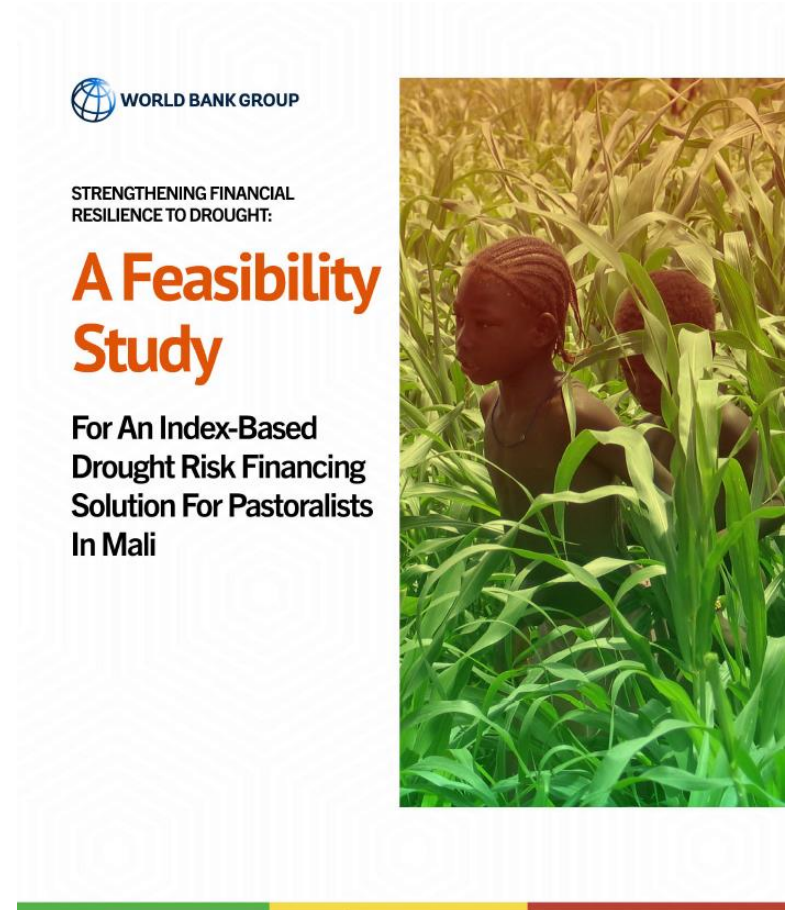
Expérience internationale: le programme DRIVE

- **4 pays:** Djibouti, Éthiopie, Kenya et Somalie. D'autres sont en cours d'adhésion
- **\$360.5 millions:** Mobilisation de dons et prêts IDA et de fonds fiduciaires
- **2 objectifs:** i) Renforcer la résilience financière des éleveurs face aux sécheresses et ii) améliorer leur inclusion dans la chaîne de valeur de l'élevage
- **Instruments FRC:** comptes bancaires, épargne, assurance indicielle



Etude de faisabilité sur l'AIEP au Mali

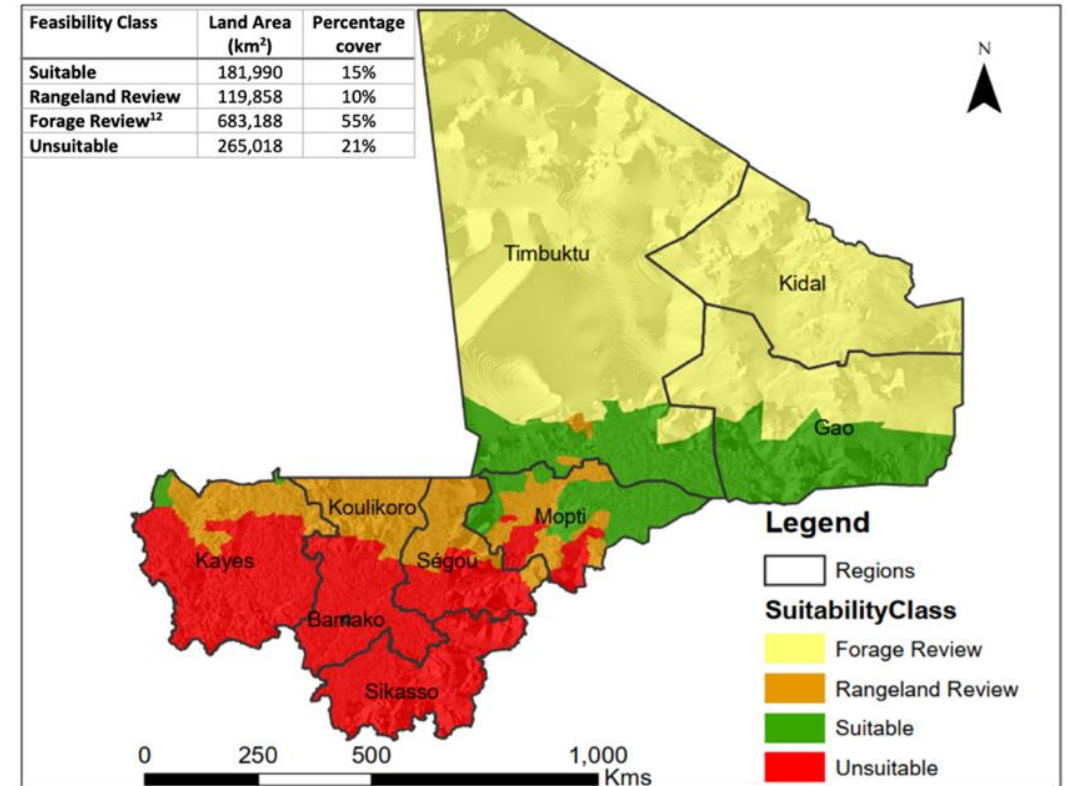
- Etude conduite depuis 2020 par ILRI avec des financements GIIF, FRP/USAID
- Faisabilité socio-économique (demande et coût potentiels), technique (conception du produit) et opérationnelle (cadre institutionnel et canaux de distribution)
- Analyse par scénario pour éclairer différentes options



2. Faisabilité technique

Entre 15 et 25% des terres pourraient convenir à un produit d'AIEP:

- 15% de la superficie du pays convient parfaitement (zones vertes).
- 10% pourrait convenir mais nécessitent un examen approfondi (zones oranges: régions mixtes élevages / cultures)
- Collectivement, ces zones abritent 63 pour cent du cheptel national



Faisabilité technique de la conception d'un produit IBDRFI

3. Faisabilité opérationnelle

La mise en place de solutions d'AIEP fait face à des obstacles opérationnels majeurs:

- Faible capacité du secteur de l'assurance: assurance non vie représente 0,32 % du PIB national, faible capacité des acteurs, manque de données
- Faible niveau d'éducation financière: investissements nécessaires sur la sensibilisation, le renforcement des capacités et l'inclusion financière
- Risques sécuritaires
- Mais environnement réglementaire favorable (CIMA), expérience en matière d'assurance récolte et présence forte d'ONG, OI et associations pastorales



| Approche par scénario

Un programme d'AIEP peut être adapté en fonction des besoins et objectifs de politiques publiques

Option A: protection des éleveurs commerciaux

- Système d'assurance commerciale au niveau « micro »
- Objectif: Développer le marché de l'assurance (offre et demande) et améliorer la productivité des éleveurs (accès au crédit, intrants, investissements productifs)
- Intervention publique: subventions pour encourager la souscription (50-70% de la prime), développement de l'environnement (données, éducation financière, facilitation investissements...)

Option B: protection des éleveurs fragiles

- Programme de protection sociale au niveau « macro »
- Objectif: protéger les ménages pastoraux les plus vulnérables et compléter la réponse humanitaire
- Intervention publique: subventions importantes (90-100% de la prime), ciblage et enregistrement des bénéficiaires, développement de l'environnement



3 RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES

Objectifs	Options de politiques publiques (avec les gains estimés)
Important de mettre en œuvre dans le court terme	
Améliorer les dépenses sociales efficaces et focalisées pour les plus vulnérables	<p>Accroître la couverture et le mécanisme de ciblage des programmes sociaux, en particulier le programme de transferts d'argent d'urgence mis en place dans le contexte de la pandémie, pour fournir des revenus aux ménages les plus pauvres. Le gouvernement devrait continuer à identifier les bénéficiaires éligibles dans les zones rurales reculées.</p>
Intégration du financement des risques de catastrophes dans le programme de développement	<p>Mener un dialogue avec les parties prenantes pour définir les priorités politiques et les objectifs de l'IBDRFI. Ce dialogue pourrait être ancré dans le Plan national de lutte contre la sécheresse 2021-25 et impliquer plusieurs ministères, assureurs, régulateurs, associations pastorales, organisations internationales et institutions de développement concernées.</p>
Améliorer la gestion de la masse salariale	<p>Considérer, en tenant compte du contexte social, d'examiner les salaires, les primes et la politique de rémunération et de fixation des salaires dans la fonction publique afin de renforcer l'efficacité et l'équité de la masse salariale. Cela pourrait ouvrir la voie à un cadre harmonisé, tout en réduisant la portée des catégories spéciales (c.-à-d. les bonus et les avantages spéciaux).</p>

Objectifs	Options de politiques publiques (avec les gains estimés)
Important de mettre en œuvre dans le moyen terme	
Accroître la mobilisation des recettes nationales	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire les exonérations portant sur la TVA et les droits de douane prévues par le code des investissements et ceux portant sur les accords d'établissement en dehors du secteur minier. Ceci pourrait générer des ressources fiscales additionnelles pouvant atteindre 0,38 % du PIB. • Supprimer progressivement l'exonération de la taxe sur les produits pétroliers (TIPP) pour le compte des importations dans le secteur minier, et dans le cadre d'une révision générale de la fiscalité de ce secteur. Ceci pourrait engendrer des recettes fiscales additionnelles de l'ordre de 0,19 % du PIB.
Renforcer la gestion de la dette publique	Mettre en place un programme structurel d'échange de titres proches de leur échéance finale contre des titres à plus long terme. Cela pourrait également contribuer à renforcer la communication avec les participants au marché.
Sensibiliser les parties prenantes au financement des risques de catastrophes basé sur un indice	Procéder à un renforcement continu des capacités et à une sensibilisation afin d'améliorer les connaissances, la compréhension et l'expérience des compagnies d'assurance en matière d'assurance indexée sur les récoltes et le bétail. Cela pourrait impliquer les secteurs privé et public ainsi que les institutions impliquées dans la fourniture de services agro-météorologiques, de vulgarisation et d'intervention d'urgence. L'IBDRFI étant une solution nouvelle, le renforcement des capacités des secteurs public et privé pourrait couvrir les mécanismes de l'assurance, les rôles et les responsabilités, la conception des produits et la tarification.

© 2023 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale

Certains droits sont réservés. Ce travail est un produit du personnel de la Banque mondiale avec des contributions externes. Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil d'administration ou des gouvernements qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans cet ouvrage. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque mondiale concernant le statut juridique d'un territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières. Rien dans le présent document ne saurait constituer ou être considéré comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités de la Banque mondiale, qui sont tous spécifiquement réservés.

Droits et autorisations

Cet ouvrage est disponible sous la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. En vertu de la licence Creative Commons Attribution, vous êtes libre de copier, distribuer, transmettre et adapter cette œuvre, y compris à des fins commerciales, dans les conditions suivantes :

Attribution : Veuillez citer l'œuvre comme suit : Banque mondiale. 2023. Note de la Situation Économique du Mali - Avril 2023. *Renforcer la résilience financière des éleveurs face à la sécheresse*. Washington, D.C. : Banque mondiale.

Contenu de tierces parties : La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque élément du contenu de l'ouvrage. La Banque mondiale ne garantit donc pas que l'utilisation d'un composant individuel ou d'une partie du contenu de l'ouvrage appartenant à un tiers ne portera pas atteinte aux droits de ce tiers. Le risque de réclamations résultant d'une telle violation vous incombe exclusivement. Si vous souhaitez réutiliser un composant de l'œuvre, il vous incombe de déterminer si une autorisation est nécessaire pour cette réutilisation et d'obtenir l'autorisation du titulaire du droit d'auteur. Les exemples de composants peuvent inclure, sans s'y limiter, des tableaux, des figures ou des images. Toutes les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à World Bank Publications, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, D.C., 20433, USA ; e-mail : pubrights@worldbank.org.



Macroéconomie, commerce et investissement
Afrique de l'Ouest

